Patrick Martin sur TF1 : « Nous avons besoin de stabilité »

Publié le 21 octobre 2025

Invité de « En toute franchise » sur TF1 le 20 octobre, Patrick Martin a commenté le projet de budget actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

Sur le budget

« Il y a, dans ce projet initial, des dispositions qui nous inquiètent. Mais on a tout lieu de craindre que la potion soit encore plus amère à la sortie des votes. Il ne faut pas se raconter d'histoire. Ce qui va être embarqué, ce sont plusieurs dizaines de milliers d'entreprises. Ça va créer encore beaucoup de stress, de confusion dans la tête des entrepreneurs qui, en ce moment, ont d'autres priorités. L'activité, pour commencer. »

Sur la taxation de l'héritage

« Il faut probablement la revoir, mais avec beaucoup de précautions, en regardant ce qui se passe dans les autres pays. Mais pendant ce temps, on ne parle pas du reste, de l'activité, de la conjoncture, de la compétitivité. On ne parle même plus d'emploi. On ne parle pas des jeunes. Le débat a été escamoté, dévié sur ce seul sujet, qui n'est vraiment pas la priorité du pays. »

Sur l'intéressement et le pouvoir d'achat

« Il faut de la stabilité. On a eu la prime Macron, qui avait très bien marché, qui a été dénaturée ensuite avec des charges, des impôts. Nous, ce dont on a besoin, c'est de visibilité et de stabilité. Puisqu'on parle de pouvoir d'achat, je vous fais observer que dans le projet de loi de finances, il y a la taxation des tickets restaurants, il y a la taxation des complémentaires santé. Tout ça va tomber pour 40 % sur les salariés. Commençons par le commencement, ne créons pas de nouveaux impôts. Nous sommes déjà le pays le plus taxé, le plus imposé au monde. Tous les pays concurrents, je ne parle pas que de la Chine et des Etats-Unis, font l'inverse. Ils soutiennent leurs entreprises, ils soutiennent leur économie, donc ils soutiennent l'emploi et le pouvoir d'achat. »

Sur la suspension de la réforme des retraites

« C'est un cadeau empoisonné. Ce n'est pas le sujet direct des entreprises, mais de toute façon, les retraités et les salariés savent qu'on est en train de repousser le tas de sable et que ça coûtera plus cher. Et ça va coûter plus cher dès cette année à travers de nouveaux impôts et de nouvelles charges. Cela coûtera d'ici 2035 15 milliards d'euros par an. Et dès cette année, plus de 3 milliards d'euros. Donc à un moment donné, il faut lever le nez du guidon. Nous, ce qui nous intéresse c'est le long terme, c'est la réussite du pays, ce ne sont pas des petits calculs immédiats. On participera probablement à la conférence sociale sur les retraites si les dés ne sont pas pipés, comme cela a pu être le cas dans le conclave. C'est assez curieux de voir que le politique redécouvre les partenaires sociaux quand ça l'arrange et les oublie quand ça l'arrange. (…) J'ai observé qu'il y a eu un désaccord, entre les syndicats et le patronat, la semaine dernière et qu'il n'y aura pas de revalorisation des retraites complémentaires. C'est 30 à 40 % de la retraite des retraités par définition. Pourquoi ? Parce qu'on a considéré, nous patronat, toutes les organisations confondues, que la suspension de la réforme des retraites nous privait des marges de manœuvre pour augmenter les retraites complémentaires. Ce pays est à bout de souffle financièrement. Si on taxe les capitaux et si on travaille moins, on va droit dans le mur. Le pays va s'appauvrir. »

Sur la dette et la dégradation de la note de la France

« La faute est collective, je rappelle au passage que la moitié de l'augmentation de la dette est liée au déficit des retraites. On retombe toujours sur ce sujet fondateur pour le pays. Mais Standard & Poor's vient de tirer pour la troisième fois le signal d'alarme. Moi je ne suis pas dans un rôle facile. On pourrait se dire que le Medef, les entreprises se plaignent sans arrêt. En parallèle, on fait des propositions, on veut que ce pays réussisse. Mais il faut se donner les moyens de la réussite. Pas plus tard que jeudi dernier, j'ai fait des propositions pour la jeunesse. Plus personne ne parle de la jeunesse. On a 19 % de taux de chômage des jeunes et on est en train de s'interroger uniquement sur les retraites à un horizon de 20 ans, 30 ans, 40 ans. Je pense que ce pays marche sur la tête par moment. »

Sur le meeting ajourné du 13 octobre

« Précisément, il n'a pas été annulé, il a été suspendu lui aussi. Il peut revenir et franchement, il y a une grande inquiétude dans nos rangs. Vous évoquiez la taxation du capital. Ça ne sera pas Zucman, ça sera 20, 30, 40 000 entreprises qui seront concernées. On aura 10 à 13 milliards d'euros d'impôts de plus sur les entreprises en 2026, tel que c'est parti. On ne fait pas les économies qu'il faudrait faire. On se tire une balle dans le pied en suspendant ces réformes des retraites. On est en train de creuser notre tombe. À un moment donné, il faut le dire. Par ailleurs, on a des messages d'espoir et d'ambition. J'évoquais les jeunes à l'instant. On veut dire la colère qui est la nôtre, mais on veut aussi dresser des perspectives pour ce pays. Il n'y en a pas beaucoup actuellement du côté des politiques. »

>> Revoir l'interview sur le site de TF1 Info